

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MAI 1924.

BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER.

MESSIEURS,

L'initiative et la responsabilité de notre politique extérieure appartient au pouvoir exécutif. C'est à l'occasion de la discussion annuelle du budget que le Parlement peut exercer le plus efficacement le droit de contrôle qui lui est réservé.

Le Sénat, saisi cette année avant la Chambre de cet objet, a déjà institué une discussion importante et donné son approbation à la politique du Gouvernement. Il ne semble donc pas opportun de traiter à nouveau dans le rapport toutes les questions qu'elle soulève.

Mais depuis le vote du Sénat des modifications importantes ont été apportées à la composition du Ministère et le Département des Affaires étrangères a changé de titulaire. Il a paru, dès lors, intéressant de passer en revue tout au moins les points essentiels, afin de donner au nouveau Gouvernement l'occasion de fournir des explications qui peuvent être nécessaires.

*
* *

La réparation par l'Allemagne des ruines causées par la guerre et la sécurité de notre territoire dominent toutes les autres questions.

(1) Budget, n° 4v.

(2) Composition de la Commission spéciale :

1° Les membres de la *Commission permanente des Affaires Étrangères* : MM. Brunet, président, Buisset, Carton de Wiart, Destrée, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Franck, Helleputte, Hubin, Huysmans, Janson, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Piérard, Raemdonck, Renkin, Segers, Troclet, Van Cauwelaert, Vandervelde, Verachtert et Winandy.

2° Six membres nommés par les Sections : MM. Bertrad, Delacollette, Périquet, Gendebien, Soudan et Amélot.

tingué collègue M. Houtart, et à M. Janssen, directeur de la Banque Nationale, qui ont pris avec autorité et compétence une part remarquée aux travaux si délicats des commissions d'experts.

. . .

La sécurité de notre territoire contre toute nouvelle attaque repose sur deux éléments distincts dont l'influence, en se combinant, est de nature à calmer nos inquiétudes pour l'avenir : l'appui efficace de nos alliés de 1914 et le désarmement de l'Allemagne.

Si une agression nouvelle se produisait à notre frontière de l'Est, les motifs qui ont déterminé notre alliance avec l'Angleterre et la France seraient identiques. Nul doute qu'elle se noue avec la même promptitude et, espérons-le, avec le même succès.

Mais il vaut mieux prévoir une guerre, que la soutenir même victorieusement. Des traités de garantie diplomatiques et des conventions militaires devraient être conclus dès à présent. Le Gouvernement n'a pas perdu de vue cette nécessité.

Chacun connaît la convention militaire qui nous lie à la France.

D'autre part, on se rappellera que, au début de l'année 1922, lors de la Conférence de Cannes et pendant les mois qui suivirent, la Belgique négocia avec l'Angleterre un Traité prévoyant le concours armé de ce pays dans le cas d'une attaque directe et non provoquée de l'Allemagne contre le territoire belge. On s'était mis d'accord sur un texte, mais les négociations furent suspendues au mois de juin à la suite de l'ajournement des pourparlers franco-britanniques, qui se poursuivaient sur le même objet à Londres à cette époque.

La question resta en suspens depuis lors. Les négociations furent reprises entre la France et l'Angleterre au début de 1924. La Belgique eut soin de rappeler de son côté au Gouvernement britannique qu'elle aussi désirait obtenir des garanties contre une agression de l'Allemagne. Si ces conversations n'ont pas eu pour résultat de régler la question des garanties de sécurité, elles ont cependant permis de constater que l'Angleterre continuait à admettre la légitimité de ces préoccupations et qu'elle restait animée du désir de rechercher une solution, de commun accord avec la France et la Belgique, aussitôt que la question des réparations serait réglée.

Là encore une tâche très lourde s'imposera au Gouvernement.

. . .

Le désarmement de l'Allemagne a été décidé par le Traité de Versailles. Il s'est poursuivi dans des conditions très difficiles et les résultats obtenus n'ont pas toujours donné satisfaction.

Tout récemment, au mois de mars 1924, la Conférence des Ambassadeurs a rappelé au Gouvernement du Reich les conditions dans lesquelles les Alliés entendaient exercer leur action à ce point de vue. La Conférence a réclaté, à nouveau, le concours de l'Allemagne pour la réalisation de cinq catégories d'opérations :

1° La réorganisation de la police (art. 162 et décision de la Conférence de Boulogne de juin 1920) ;

2° La transformation des usines (art. 168) :

3° La livraison du reliquat du matériel non autorisé (art. 169) :

4° La livraison des documents relatifs aux existants en matériel de guerre allemand à l'époque de l'armistice et aux productions aux usines allemandes pendant la guerre et après l'armistice (art. 206, § 2, et art. 208, § 4) ;

5° La promulgation des textes légaux (législatifs ou administratifs suivant le cas) nécessaires en vue de :

a) Interdire effectivement les importations et exportations matériel de guerre (art. 211, relativement à l'article 170) ;

b) Mettre le recrutement et l'organisation de l'armée en harmonie avec les clauses militaires du Traité de Paix (art. 211, relativement aux articles 160, 161, 173, 174, 175 et 178), notamment en ce qui concerne l'abrogation des mesures diverses qui sont encore prévues actuellement et qui se rapportent à la mobilisation.

L'accord semble établi sur ces différents points avec le Gouvernement allemand, mais il résulte des déclarations de celui-ci qu'il estime que, réserve faite de ces cinq points, à l'exécution desquels il se déclare prêt à coopérer, la Commission de contrôle a terminé son œuvre. Il demande, en conséquence, que la Commission de contrôle soit remplacée par un organisme moins nombreux et plus en rapport avec la tâche limitée qui, à son avis, reste à accomplir.

Il est à peine utile de dire que ce point de vue allemand n'est point partagé par la Conférence des Ambassadeurs, qui juge, avec raison, que le moment n'est pas venu pour les Alliés d'abandonner aucune des garanties établies à Versailles.

Il y a peu de jours encore, la Conférence des Ambassadeurs a été amenée à faire au Gouvernement du Reich des observations au sujet de nombreuses sociétés secrètes qui peuvent aisément dissimuler une organisation militaire redoutable.

La Chambre voudra sans doute marquer à cette occasion sa volonté de voir le Gouvernement poursuivre une politique aussi nécessaire à la sécurité de la Belgique.

Le pacte de la Société des Nations (art. 1 à 8) fait de la réduction des armements l'une des tâches principales de la Société. Elle a divisé son œuvre en trois parties :

1° Préparation du plan de réduction des armements :

L'idée qui a dominé les délibérations de la Société des Nations dans la question de la limitation des armements, est celle des garanties à accorder aux États particulièrement menacés. Dès 1922, cette considération essentielle a donné lieu aux quatre propositions suivantes présentées par Lord Robert Cecil à la commission temporaire mixte :

1° La réduction des armements ne peut aboutir que si elle est générale ;

2° Dans l'état présent, cette réduction ne pourrait s'effectuer sans que des garanties spéciales ne soient offertes pour la sécurité des pays spécialement menacés ;

3° Cette garantie devrait être d'un caractère général si possible ;

4° Cette garantie ne pourrait être donnée qu'en échange d'un engagement ferme de réduction des armements.

L'assemblée de 1922 se mit d'accord sur un texte de résolution qui était un

premier essai de traité de garantie mutuelle, garantie sans laquelle on était unanime à considérer que le désarmement ou la limitation des armements était impossible.

L'essai fut continué par la Commission temporaire mixte au cours des années 1922 et 1923. Elle parvint à mettre sur pied un projet de traité d'assistance mutuelle en combinant les idées de Lord Robert Cecil et du colonel Requin, délégué français de la Commission.

Cette combinaison des deux projets se base sur les idées suivantes :

- 1^o La garantie générale est établie en principe et définie par le Traité;
- 2^o Pour certains États, cette garantie est complétée par des traités spéciaux;
- 3^o Chaque État évalue la réduction des armements qu'il peut effectuer en vertu des garanties;
- 4^o Le Conseil, sur le vu de ces évaluations, établit un plan de réduction aux termes de l'article 8 du Pacte;

5^o Les États après avoir adhéré au plan s'engagent à appliquer, en ce qui les concerne, ce plan de réduction dans un délai fixé par le Traité;

6^o Cet engagement, une fois pris, la garantie entre en vigueur.

Il a été convenu que ce projet serait communiqué aux divers Gouvernements et que l'avis de ceux-ci serait demandé. Cette communication a eu lieu. Jusqu'à présent, peu d'États ont répondu. La Belgique a envoyé sa réponse dès le mois de février. Le Gouvernement belge marque son accord sur les deux points qui dominent le projet : la nécessité de proportionner le désarmement de chaque État aux garanties de sécurité qui lui sont fournies et ensuite la combinaison d'accords défensifs particuliers avec le traité de garantie général.

La question de traité de garantie en est là. A la dernière session du Conseil de la Société des Nations, qui s'est tenue au mois de mars, M. Benes a présenté un rapport sur les réponses des Gouvernements déjà parvenues. Le Conseil a décidé de prier les Gouvernements qui n'ont pas encore répondu, de faire parvenir, au plus tôt, leur avis.

2^o Mesures relatives à la fabrication privée et au trafic des munitions du matériel de guerre :

Il est évident que ce problème ne pourra être résolu que par l'accord de toutes les Puissances sans exception. C'est pourquoi la convocation d'une Conférence internationale universelle, comprenant les États-Unis d'Amérique, est plus que jamais à l'ordre du jour. La Société des Nations s'en occupe activement;

3^o Échange des renseignements relatifs aux armements :

Afin de mettre à exécution de la façon la plus pratique l'échange de ces renseignements une Sous-Commission spéciale fut créée par la Société des Nations. Une enquête se poursuit ayant pour objet plus spécialement les armements en temps de paix et les dépenses d'armement.

Un annuaire statistique, sur la base de documents officiels et publics, est actuellement en cours de préparation. Il sera publié avant le mois de septembre.

* *

La politique du Gouvernement en matière de traités de commerce mérite de retenir toute l'attention de la Chambre.

Les conditions économiques de notre pays nous imposent la fidélité au système de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée. La majeure partie de nos produits doit s'écouler à l'étranger. Nous ne possédons guère de monopole de fabrication. Il faut donc que nous soyons toujours en situation de lutter à armes égales avec nos concurrents et que, autant que possible, nous ne soyons nulle part traités moins avantageusement qu'eux.

Nous devons donc y rester fidèles, autant que possible, et donner à notre politique commerciale le caractère de la continuité. Nos négociations en seront facilitées, car les États avec lesquels nous désirons traiter sauront qu'ils marchent sur un terrain nettement défini et ne s'attarderont pas à nous demander des concessions qu'en aucun cas, nous ne pourrions leur accorder.

Mais certains pays n'acceptent point de conclure des traités de commerce en y inscrivant la clause de la nation la plus favorisée. Il faut, dans ce cas, veiller aux répercussions que peuvent avoir sur notre système commercial les traités spéciaux que nous serions amenés à signer avec ces Puissances. Nos accords commerciaux constituent, en fait, un ensemble dont chaque élément est solidaire des autres. La moindre fissure peut en compromettre l'équilibre général. Nous en donnons ci-dessous un exemple plein d'actualité.

Le vote du nouveau tarif douanier aidera efficacement le Gouvernement dans la réalisation de cette politique traditionnelle. Les anomalies que comportait l'ancien tarif disparaissent. Le développement de la nomenclature, mieux en harmonie avec la production actuelle, l'institution des tarifs minimum et maximum fourniront à nos négociateurs l'instrument perfectionné dont ils étaient jusqu'ici démunis.

Au cours de la guerre déjà, ainsi qu'immédiatement après l'armistice, le Gouvernement avait fait vainement des démarches parallèles à Londres et à Paris en vue de la conclusion d'accords commerciaux. En 1919, des négociations avaient été poursuivies pendant plusieurs mois avec la France sans résultat. Trois ans après, l'élaboration du nouveau tarif douanier étant achevée, sans attendre que le Parlement l'eût voté, le Gouvernement le fit admettre comme base de nouveaux pourparlers avec la France. Ces pourparlers aboutirent à la convention commerciale du 12 mai 1923, que la Chambre a rejetée le 27 février 1924.

Dans le courant de l'année 1923, aussitôt conclu l'accord avec la France, le Gouvernement avait également élaboré sur la base du projet de tarif, une convention commerciale avec l'Espagne. Ce pays offre à plusieurs de nos plus importantes industries un grand débouché. Il a depuis quelques années abandonné l'application, au régime douanier, de la clause générale de la nation la plus favorisée. Par des conventions particulières, il a accordé à plusieurs de nos concurrents, à l'Angleterre, à la France, à la Suisse, à l'Italie, des avantages dont le bénéfice nous a été jusqu'ici refusé. L'accord dont nous avons arrêté le projet devait étendre ces avantages à nos projets en même temps qu'apporter à certains d'entre eux des avantages spéciaux. En échange, nous concédions à l'Espagne des réductions de droits en faveur de ses vins qui sont à peu près le seul produit qu'elle exporte en grande quantité en Belgique. Or, la clause de la nation la plus favorisée qui continue de régir les relations commerciales franco-belges, nous obligerait, si ces réductions consenties à l'Espagne étaient maintenues, de les

étendre *ipso facto* et gratuitement à la France. Le rejet de la convention franco-belge atteint donc directement la convention avec l'Espagne et nous oblige à la remettre en question jusqu'au règlement de nos rapports avec la France. On ne peut se dissimuler, d'ailleurs, que celui-ci se présente dans des conditions particulièrement difficiles. Cette grave question retient en ce moment toute l'attention du Département des Affaires Etrangères.

Le réajustement d'anciens accords aux circonstances nouvelles a rendu nécessaires des négociations qui se poursuivent actuellement avec le Japon, l'Egypte et le Siam.

D'autre part, la nécessité de régler nos relations commerciales avec les États issus de la guerre a déjà déterminé la conclusion de deux accords :

Le traité de commerce avec la Pologne du 30 décembre 1921, traité basé sur la clause générale et réciproque du traitement de la nation la plus favorisée et auquel est liée une convention destinée à régler, à la suite de la guerre, certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts des Belges en Pologne et des Polonais en Belgique ;

L'accord provisoire conclu par un échange de lettres des 9 et 12 février 1924 avec la Finlande et qui nous assure le bénéfice de réductions conventionnelles consenties par ce pays à la France.

Des négociations ont déjà eu lieu et des échanges de vues se poursuivent avec la Tchécoslovaquie. Mais l'accord demeurera ici fort laborieux aussi longtemps que seront maintenues les mesures rigoureuses qui interdisent à la plupart de nos produits manufacturés l'accès du marché tchécoslovaque.

Nos relations commerciales avec les pays avec lesquels nous avons été en état de guerre ont été ou sont encore régies, pendant un terme déterminé, par les dispositions des traités de paix.

En ce qui concerne l'Autriche, ces dispositions ont cessé leurs effets le 16 juillet 1923 ; elles ont été remplacées par un arrangement provisoire auquel doit se substituer un traité conclu le 14 décembre 1923, et que la Chambre a voté récemment.

En ce qui concerne la Hongrie, elles doivent cesser leurs effets le 26 juillet 1924 ; l'accord qui doit s'y substituer est actuellement à l'étude.

En ce qui concerne l'Allemagne, elles doivent cesser leurs effets le 10 janvier 1925. Ici aussi, le règlement de nos échanges commerciaux après cette échéance fait l'objet d'un examen approfondi, ainsi que d'une enquête poursuivie auprès des organisations commerciales, industrielles et agricoles compétentes.

En ce qui concerne la Bulgarie, les dispositions commerciales du Traité de Neuilly doivent cesser leurs effets le 9 août 1925.

Enfin, en ce qui concerne les États avec lesquels nous n'avions jusqu'ici aucun accord ou avec lesquels les accords antérieurs avaient été dénoncés, il y a lieu de signaler l'accord provisoire conclu avec la Roumanie et entré en vigueur le 20 avril 1922, ainsi que les négociations actuellement en cours avec le Canada, le Brésil, le Guatemala, la Colombie. Les négociations avec le Canada ont déjà conduit à un premier avantage pour la Belgique : l'application à toutes les marchandises indistinctement du tarif intermédiaire canadien, et ce en vertu d'un ordre en conseil du 12 mars dernier.

De cet exposé, il est permis de conclure que le Gouvernement poursuit avec persévérance la politique commerciale rendue nécessaire par les circonstances nouvelles : En première ligne, l'amélioration de nos relations commerciales avec nos Alliés les plus proches, ensuite le réajustement de nos anciens accords et le règlement de notre situation à l'égard des nouveaux États issus de la guerre, ainsi qu'à l'égard des pays avec lesquels nous avons été en état de guerre.

. . .

Un membre de la Commission spéciale a exprimé le vœu de voir le Gouvernement, quand il conclut des accords économiques avec des pays étrangers, se préoccuper du problème de l'immigration ouvrière qui a pris en Belgique, ces temps derniers, un caractère de singulière acuité.

. . .

La Commission spéciale chargée d'examiner le budget des Affaires Étrangères a adopté celui-ci à la majorité des voix.

Le Rapporteur,

FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,

EMILE BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MEI 1924.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER de WOUTERS d'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

Het initiatief en de aansprakelijkheid voor onze buitenlandse politiek behoort de Uitvoerende Macht. De jaarlijkse behandeling van de begrooting is de geschiktste gelegenheid voor het Parlement om het hem verleende recht van controle uit te oefenen.

De Senaat, die dit jaar vóór de Kamer de zaak in handen kreeg, heeft daarover reeds eene bespreking van belang gehouden en zijne goedkeuring aan de Regeeringspolitiek gehecht. Het schijnt dus ongepast in het verslag opnieuw al de opgeworpen vraagstukken te behandelen.

Maar sedert de stemming in den Senaat, werden er belangrijke wijzigingen gebracht in de samenstelling van de Regeering, en het Departement van Buitenlandsche Zaken kreeg een ander titularis. Het kwam ons daarom belangwekkend voor ten minste de hoofdpunten te onderzoeken om aan de nieuwe Regeering de gelegenheid te verschaffen verklaringen te geven die noodig kunnen zijn.

*
*
*

(1) Begrooting, n^o 4^v.

(2) Samenstelling van de Bijzondere Commissie :

1^o De leden van de *Bestendige Commissie van Buitenlandsche Zaken* : de heeren Brunet, voorzitter, Buisset, Carton de Wiart, Destrée, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Franck, Helleputte, Hubin, Huysmans, Janson, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Renkin, Segers, Troelet, Van Cauwelaert, Vandervelde, Verachtert en Winandy.

2^o Zes leden door de *Afdeelingen* benoemd : de heeren Bertrand, Delacollette, Périquet, Gendebien, Soudan en Amelot.

Het herstel, door Duitschland, van de oorlogsverwoestingen, en de veiligheid van ons grondgebied overheerschen alle andere vraagstukken.

Het is onmogelijk het evenwicht in Europa te herstellen en een duurzamen vrede te bekomen indien deze niet gegrondvest is op rechtvaardigheid en recht, gewaarborgd tegen de gewelddaden waarvan wij in 't verleden de bloedige ervaring hebben opgedaan.

Daarna komt het vraagstuk van onze handelspolitiek. Onze economische welvaart hangt af, misschien meer dan in eender welk ander land, van de betrekkingen met de buitenlandsche markten.

Het vraagstuk van het herstel is er zeker in den laatste tijd ernstig op vooruitgegaan. De eensgezinde verslagen van de experten laten ons meer verhoplen dan wat wij tot hertoe durfden te verwachten.

In de redevoering, die hij op 20 November l. l. in de Kamer heeft uitgesproken, heeft de heer Jaspar, Minister van Buitenlandsche Zaken, wiens naam zal verbonden blijven aan deze phase van onze diplomatieke geschiedenis, uiteengezet hoe de Regeering, met den wensch de besprekingen onder de Geallieerden over de Herstelquæstie weder aangevat te zien, aan de oplossing van het vraagstuk een opbouwend bestanddeel had bijgebracht, dat naar hare meening, als grondslag moest dienen voor verdere onderhandelingen. Het zijn de Belgische technische studies.

In beginsel goedgekeurd door de Fransche Regeering, werden zij medegedeeld aan de onderscheidene geallieerde Regeeringen en onderzocht door de Commissie van Herstel. De Deutsche Regeering zelve, na er kennis te hebben van genomen, en tengevolge van het verschijnen van het Grijsboek, heeft ze laten onderzoeken, en, zonder zich er geheel bij aan te sluiten, heeft zij erkend dat de uitvoering op vele punten mogelijk was.

Het is dus te begrijpen dat de Comiteiten van deskundigen, ingesteld door de Commissie van Herstel, meer dan eens gesteund heeft op de gedachten in de Belgische nota's neergelegd.

Wij mogen daar fier op zijn. Maar het is niet voldoende dat de deskundigen zich akkoord hebben gesteld over bepaalde oplossingen. Zij moeten zonder veel verwijl tot vruchtbare uitslagen leiden. Het land volgt dan ook met de grootste aandacht de onderhandelingen onder de geallieerde Regeeringen. De beslissingen die zij zullen treffen zijn van hoofdzakelijk belang voor de toekomst van België.

In een zoo ernstig oogenblik, is het verheugend er met fierheid aan te kunnen denken welke rol onze vertegenwoordigers in de internationale onderhandelingen hebben gespeeld. Heeft België door zijn houding, gedurende den oorlog, de achting verdiend van de wereld, het heeft ook op diplomatisch gebied bewezen op de hoogte te zijn van nog ongekende toestanden.

Sedert 1914 tot 1924, gedurende tien zware en moeitevolle jaren, heeft de Buitenlandsche politiek van onze achtereenvolgende Regeeringen in het teeken gestaan van rechtshapenheid en gezond practischen zin welke ons volksgemoed kenmerken. Schoonere lof kan er niet over gesproken worden.

Uwe Middenafdeeling stelt vertrouwen in de actie van onze tegenwoordige onderhandelaars, die zonder eenigen twijfel den hun aangewezen weg zullen volgen, en waarvan zij beiden, ten andere, meermaals de baanbrekers waren.

De Bijzondere Commissie denkt aan den wensch van de Kamer te beantwoorden met insgelijks haren dank te betuigen aan den heer Franqui, Minister van Staat, aan onzen onderscheiden collega den heer Houtart, en aan den heer Janssen, directeur van de Nationale Bank, die met gezag en met bevoegdheid een aanmerkelijk aandeel hebben genomen in de zoo kiesche werkzaamheden van de Commissie der Expertén.

De veiligheid van ons grondgebied tegen elken nieuwen aanval berust op twee onderscheidene bestanddeelen, wier invloed, wanneer die samengeslagen wordt, van aard is om onze angsten voor de toekomst te stillen, te weten : den afdoenden steun van onze Geallieerden van 1914 en de ontwapening van Duitschland.

Indien een nieuwe aanval zich aan onze Oostergrens moest voordoen, zouden de beweegredenen, welke ons verbond met Engeland en Frankrijk hebben bepaald, dezelfde zijn. Er bestaat geen twijfel dat die aansluiting even snel zou geschieden en, laat het ons hopen, denzelfden bijval zou ervaren.

Doch veel beter is het een oorlog te voorkomen dan er een zelfs zegevierend te moeten voeren.

Reeds van nu af aan moeten diplomatische zekerheidsverdragen en militaire overeenkomsten worden gesloten. De Regeering heeft deze noodzakelijkheid niet uit het oog verloren.

Iedereen kent de militaire overeenkomst welke ons aan Frankrijk bindt.

Anderzijds, zal men zich herinneren dat, in het begin van 1922, bij gelegenheid der Conferentie te Cannes, en gedurende de daarop volgende maanden, België met Engeland een Verdrag op touw zette, waarbij de gewapende hulp van dit land werd voorzien in geval van een rechtstreekschen en niet uitgelokten aanval van Duitschland tegen het Belgisch grondgebied. Men was het eens geworden over een tekst, doch de onderhandelingen werden geschorst in de maand Juni tengevolge van de verdaging der Fransch-Engelsche onderhandelingen, welke destijds, over dezelfde quaestie, te Londen werden gehouden.

Sindsdien bleef de zaak onafgedaan. De onderhandelingen werden tusschen Frankrijk en Engeland hervat begin van 1924. België droeg er zorg voor, van zijnen kant de Engelsche Regeering eraan te herinneren dat ook ons land waarborgen wenschte te ontvangen tegen een eventueelen aanval van Duitschland. Indien die gesprekken niet tot gevolg hebben gehad de quaestie der veiligheidswaarborgen te regelen, toeh lieten zij toe vast te stellen dat Engeland voortging om de wettigheid van die bezorgdheden aan te nemen en dat het den wensch bleef koesteren, in overeenstemming met Frankrijk en België, een oplossing te zoeken, zoodra de quaestie van het herstel zou geregeld zijn geworden.

Ook daarin ligt een zwaarwichtige taak voor de Regeering besloten.

De ontwapening van Duitschland werd door het Verdrag van Versailles beslist. Zij werd voortgezet in zeer moeilijke omstandigheden en de bekomen uitslagen gaven niet steeds voldoening.

Nog onlangs, in de maand Maart 1924, heeft de Conferentie der Ambassadeurs aan de Regeering van het Reich de voorwaarden herinnerd in dewelke de Geallieerden hunne actie hieromtrent wilden uitoefenen. De Conferentie vorderde, opnieuw, de medewerking van Duitschland voor de verwezenlijking van vijf categorieën van verrichtingen :

1^o De herinrichting der politie (art. 162 en beslissing van de Conferentie van Boulogne d.d. Juni 1920);

2^o De omvorming der fabrieken (art. 168);

3^o De levering van het overblijvend gedeelte van het niet toegelaten materieel (art. 169);

4^o De levering van de documenten betreffende het Duitsch oorlogsmaterieel bestaande op het tijdstip van den wapenstilstand en betreffende de voortbrengst der Deutsche fabrieken tijdens den oorlog en na den wapenstilstand (art. 206, § 2. en art. 208, § 4);

5^o De afkondiging van de wettelijke teksten (van wetgevend en of bestuurlijken aard, volgens het geval) die noodig zijn :

a) Om werkelijk den in- en uitvoer van oorlogsmaterieel te verbieden (art. 241, betreffende art. 170);

b) Om de aanwerving en de inrichting van het leger in overeenstemming te brengen met de militaire bepalingen van het Vredesverdrag (art. 241, betreffende de artikelen 160, 161, 173, 174, 175 en 178), inzonderheid wat betreft de afschaffing der onderscheidene maatregelen welke nog thans voorzien worden en die betrekking hebben op de mobilisatie.

De overeenstemming schijnt gevonden te zijn over deze onderscheidene punten met de Deutsche Regeering; doch het blijkt uit dezer verklaringen dat zij, mits voorbehoud van deze vijf punten, — tot wier uitvoering zij zich bereid verklaart mede te werken — van oordeel is dat de commissie voor controle hare taak heeft volcindigd. Zij vraagt, dienvolgens, dat de commissie voor controle vervangen wordt, door een organisme met minder leden en meer berekend voor de beperkte taak welke, naar hare meening, nog moet vervuld worden.

Het is bijna overbodig te zeggen dat dit gezichtspunt van Duitschland niet wordt bijgetreden door de Conferentie der Ambassadeurs welke, terecht, oordeelt dat het oogenblik niet is gekomen voor de Geallieerden om van gelijk welk der waarborgen, te Versailles vastgesteld, af te zien.

Nog onlangs, werd de Conferentie der Ambassadeurs er toe gebracht om aan de Regeering van het Reich bemerkingen te maken omtrent de talrijke geheime genootschappen die gemakkelijk de geduchte militaire inrichting kunnen bemanteren.

De Kamer zal ongetwijfeld, bij deze gelegenheid haren wil uiten dat de Regeering zou voortgaan met een politiek die zoo noodig is om de veiligheid van België te verzekeren.

Het Verdrag van den Volkenbond (art. 1 tot 8) stelt de vermindering der wapeningen tot een der hoofdtakken van den Bond. Deze heeft zijn werk in drie deelen gesplitst :

1^o Voorbereiding van het plan tot vermindering van de wapeningen.

In de quaestie van de beperking der wapeningen liet de volkenbond zich

geleiden door de gedachte van de waarborgen te verleenen aan de Staten welke inzonderheid zijn bedreigd. Reeds vanaf 1922, gaf deze hoofdzakelijke beschonwing aanleiding tot de vier volgende voorstellingen welke door Lord Robert Cecil aan de tijdelijke gemengde Commissie werden voorgesteld :

1^o De vermindering der bewapeningen kan slechts gelukken wanneer zij algemeen wordt toegepast ;

2^o In den huidige toestand, zou deze vermindering niet kunnen plaats hebben zonder dat bijzondere waarborgen worden geboden voor de veiligheid van de bijzonder bedreigde landen ;

3^o Die waarborg zou, zoo mogelijk, van een algemeen aard moeten zijn ;

4^o Die waarborg zou niet kunnen gegeven worden dan in ruil van een vaste verbintenis de bewapeningen te verminderen.

De vergadering van 1922 werd het eens over een tekst van besluit welk een eerste poging van onderling waarborgsverdrag was, zonder welken waarborg men het eens was aan te nemen dat de ontwapening of de beperking der bewapeningen onmogelijk was.

De proefneming werd voortgezet door de tijdelijke gemengde Commissie in den loop van 1922 en 1923. Zij kwam er toe een ontwerp van verdrag tot onderlingen bijstand tot stand te brengen met de gedachten van Lord Robert Cecil en van Colonel Requin, Fransch afgevaardigde bij de Commissie, te verbinden.

Deze verbinding der beide ontwerpen steunt op de volgende gedachten :

1^o De algemeene waarborg wordt principieel gevestigd en door het Verdrag bepaald ;

2^o voor sommige Staten, wordt deze waarborg aangevuld door bijzondere Verdragen ;

3^o iedere Staat raamt de vermindering der bewapeningen welke hij, krachtens de waarborgen, kan bewerkstelligen ;

4^o de Raad, na kennisneming van deze ramingen, maakt een plan van vermindering op naar luid van artikel 8 van het Verdrag ;

5^o de Staten, nadat zij hebben toegetreden tot het plan, verbinden zich, voor wat hen aangaat, dit verminderingsplan toe te passen binnen een tijdsbestek door het Verdrag bepaald ;

6^o deze verbintenis eenmaal genomen zijnde, treedt de waarborg in voege.

Er werd overeengekomen dat dit ontwerp aan de verschillende Regeeringen zou worden medegedeeld en dat hun advies zou worden gevraagd. Deze mededeeling heeft plaats gehad. Tot nog toe, hebben weinig Staten geantwoord. België heeft zijn antwoord gezonden van af de maand Februari. De Belgische Regeering verklaart zich eens over de twee punten welke het ontwerp beheerschen : de noodzakelijkheid van de ontwapening van elken Staat in verhouding te stellen met de waarborgen van veiligheid welke hem worden geleverd en, vervolgens, de verbinding van bijzondere defensieve overeenkomsten met het algemeen Waarborgsverdrag.

Tot zoo verre is men gekomen met de quaestie van het Waarborgsverdrag. In den laatsten zitting van den Raad van den Volkenbond, welke in de maand Maart werd gehouden, heeft de heer Benes een verslag ingediend over de reeds ingekomen antwoorden der Regeeringen. De Raad heeft beslist de Regeeringen, welke nog

niet geantwoord hebben, te verzoeken, zoodra mogelijk, hun advies te doen kennen.

2^o Maatregelen omtrent de private fabricatie en het in omloop brengen van de munitie en het oorlogstuig :

Het is klaar dat dit probleem niet kan opgelost worden dan wanneer al de Mogendheden, zonder uitzondering, het daarover eens zijn. Om die reden is de bijeenroeping van een Algemeene Internationale Conferentie, waarvan de Vereenigde-Staten van Amerika deel uitmaken, meer dan ooit aan de dagorde. De Volkenbond houdt er zich op werkdadige wijze mede bezig;

3^o Uitwisseling van inlichtingen betreffende de wapeningen :

Ten einde de onderlinge mededeeling van die inlichtingen zoo doelmatig te doen geschieden, werd door den Volkenbond een bijzondere sub-commissie tot stand gebracht. Een onderzoek heeft plaats om inzonderheid de wapeningen in vredetijd en de uitgaven voor wapeniging vast te stellen.

Een statistisch jaarboek, steunende op ambtelijke en openbare documenten, wordt thans in gereedheid gebracht. Vóór de maand September zal het in druk verschijnen.

. . .

De politiek van de Regeering in quaestie handelstractaten verdient de ernstige aandacht van de Kamer.

De economische voorwaarden van ons land dwingen ons getrouw te blijven aan het stelsel van de onvoorwaardelijke clause van de meest begunstigde natie. Het grootste gedeelte van onze producten moet naar het buitenland worden uitgevoerd. Wij bezitten bijna geen monopolie van fabricatie. Wij moeten dus altijd gereed staan om met gelijke wapens met onze mededingers te kunnen kampen, en zooveel mogelijk trachten nergens minder voordeelig behandeld te worden dan zij.

Daaraan moeten wij zooveel mogelijk getrouw blijven, en aan onze handelspolitiek een doorlopend karakter geven. Onze onderhandelingen zullen er door vergemakkelijkt worden, want de Staten, met dewelke wij willen onderhandelen, zullen weten dat zij op een duidelijk bepaald terrein staan en zullen geen tijd verliezen om ons toegevingen te vragen die wij in geen geval zouden kunnen toestaan.

Sommige landen willen evenwel geene handelsverdragen sluiten met de bepaling van de meest begunstigde natie. In dit geval moet er gewaakt worden over den terugslag die al de bijzondere handelsovereenkomsten, welke wij met die Mogendheden zouden sluiten, kunnen hebben op ons handelstelsel. Onze handelsovereenkomsten vormen inderdaad een geheel waarvan elk bestanddeel verband houdt met het andere. De minste fout er van kan het algemeen evenwicht in gevaar brengen. Wij geven daarvan verder een zeer actueel voorbeeld.

Het goedkeuren van het nieuwe tolltarief zal de Regeering doelmatig helpen deze traditioneele politiek te verwezenlijken. De ongerijmdheden zullen uit het oude tarief verdwijnen. De uitbreiding van de opsomming, beter aangepast met de huidige productie, het invoeren van minimum- en maximumtarieven zullen aan onze onderhandelaars het verbeterd werktuig geven dat hun tot heden ontbrak.

Reeds gedurende den oorlog, en ook onmiddellijk na den wapenstilstand, heeft

onze Regeering vruchteloos stappen gedaan en te Parijs en te Londen voor het sluiten van handelsovereenkomsten. In 1919, werden met Frankrijk, gedurende lange maanden, onderhandelingen gevoerd zonder enig resultaat. Drie jaar later, na het opheffen van het nieuwe tolltarief, deed de Regeering, zonder de stemming van de Kamer af te wachten, dit tarief dienen als grondslag van nieuwe besprekingen met Frankrijk. Deze besprekingen leidden tot de Handelsovereenkomst van 12 Mei 1923 welke de Kamer op 27 Februari 1924 heeft verworpen.

In den loop van het jaar 1923, dadelijk na de overeenkomst met Frankrijk, had de Regeering eveneens, op den grondslag van het tariefontwerp, eene handels-overeenkomst met Spanje voorbereid. Dit land biedt aan vele van onze nijverheids-ondernemingen een groot afzetgebied. Sedert eenige jaren, heeft het de toepassing op het tolstelsel van de algemeene bepaling der meest begunstigde natie opgezegd. Door bijzondere overeenkomsten heeft het aan vele van onze mededingers, aan Engeland, Frankrijk, Zwitserland, Italië, voordeelen toegestaan die ons tot hiertoe werden geweigerd. De overeenkomst, waarvan wij het ontwerp hadden opge maakt, moest deze voordeelen uitbreiden tot onze ondernemingen en terzelfder tijd, aan eenige, bijzondere voordeelen toekennen. In ruil, stonden wij aan Spanje eené vermindering toe van de renten op zijn wijn, die ongeveer het eenige product is dat het in groote hoeveelheid naar België exporteert. Welnu, de bepaling van de meest begunstigde natie, die de Fransch-Belgische handelsbetrekkingen blijft beheerschen, zou ons verplichten, indien deze verminderingen — aan Spanje toegestaan — werden behouden, ze *ipso facto* en kosteloos uit te breiden tot Frankrijk. Het verwerpen van de Fransch-Belgische Overeenkomst treft dus rechtstreeks de overeenkomst met Spanje en dwingt ons ze weder te berde te brengen tot aan de regeling van onze betrekkingen met Frankrijk. Men kan zich ten andere niet ontveinzen dat deze regeling zich voordoet onder de moeilijkste omstandigheden. Het Departement van Buitenlandsche Zaken wijdt op dit oogenblik zijn gansche aandacht aan dit gewichtig vraagstuk.

De nieuwe tijdsomstandigheden hebben, voor de aanpassing van vroegere overeenkomsten, onderhandelingen noodzakelijk gemaakt die thans worden voortgezet met Japan, Egypte en Siam.

Anderzijds, zijn reeds twee overeenkomsten gesproken uit de noodzakelijkheid van onze handelsbetrekkingen met de Staten die uit de oorlogsomstandigheden zijn geboren.

De handelsovereenkomst met Polen d. d. 30 December 1921, overeenkomst die berust op de algemeene en wederzijdsche bepaling van de behandeling der meest begunstigde natie en waaraan eene overeenkomst verbonden is tot regeling, naar aanleiding van den oorlog, van sommige vraagstukken betreffende de goederen, rechten en belangen der Belgen in Polen en der Polen in België.

De voorloopige overeenkomst met Finland, die voortgesproken is uit de briefwisseling van 9 en 12 Februari 1924 met Finland en waardoor wij insgelijks de verminderingen genieten welke door dit land aan Frankrijk werden toegekend.

Onderhandelingen met Tchecho-Slowakije werden reeds aangeknoopt en gaan hunnen gang. De overeenkomst zal echter bezwaarlijk wezen zoolang de strenge maatregelen worden gehandhaafd, waardoor meestal onze vervaardigde producten van de markt aldaar worden geweerd.

Onze handelsbetrekkingen met de landen, waarmee wij op oorlogsvoet hebben gestaan, worden nog gedurende een bepaalden tijd geregeld door de bepalingen der vredesverdragen.

Wat Oostenrijk betreft, vervielen deze bepalingen den 16 Juli 1923; deze werden vervangen door eene voorloopige regeling welke op hare beurt moet plaats maken voor eene Overeenkomst, den 14 December 1923 gesloten en onlangs door de Kamer goedgekeurd.

Voor Hongarije moeten de bepalingen vervallen den 26^e Juli 1924; de overeenkomst welke ze moet vervangen ligt thans ter studie.

De bepalingen betreffende Duitschland blijven van kracht tot 10 Januari 1925. De regeling onzer handelsbetrekkingen na dien datum, wordt grondig onderzocht, onderzoek dat wordt aangevuld door een enkwest op handels-, nijverheids- en landbouwgebied.

Wat Bulgarije betreft, moeten de handelsbepalingen van het Verdrag van Neuilly ophouden van kracht te zijn op 9 Augustus 1925.

Eindelijk, voor wat betreft de Staten met dewelke wij tot nog toe geen enkele overeenkomst hebben gesloten of waarmee vroegere bestaande overeenkomsten werden opgezegd, moet gewezen worden op de voorloopige overeenkomst met Roumënië gesloten en van kracht geworden op 20 April 1922, alsmede de loopende onderhandelingen met Canada, Brazilië, Guatémala, Colombië.

De onderhandelingen met Canada hebben reeds geleid tot een eerste voordeel voor België: de toepassing op al de koopwaren zonder uitzondering van het tusschenliggend Canadeesch tarief, en dit krachtens een bevel in Ministerraad van 12 Maart j. l. getroffen.

Uit deze toelichting kan worden afgeleid dat de Regeering met aanhoudendheid de handelspolitiek voortzet, welke noodzakelijk wordt gemaakt door de nieuwe omstandigheden: Eerstens, de verbetering van onze handelsbetrekkingen met onze naaste Geallieerden, — vervolgens wederaanpassing van onze vroegere overeenkomsten en de regeling van onzen toestand tegenover de nieuwe uit den Oorlog geboren Staten, alsmede tegenover de landen met dewelke wij in staat van oorlog zijn geweest.

* *

Een lid van de Bijzondere Commissie heeft den wensch geuit, dat de Regeering wanneer zij economische overeenkomsten sluit met vreemde landen, niet het problema der arbeidersuitwijking uit het oog zou verliezen, welke, in België, in deze jongste tijden, een zeer grooten omvang heeft aangenomen.

* *

De Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van de begrooting van Buitenlandsche Zaken, heeft deze met de meerderheid van stemmen aangenomen.

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,

E. BRUNET.
